LETTRE HEBDOMADAIRE
D'INFORMATION DE LA FEDOM
N°515 – Lundi 13 février 2023

L'ÉDITO

Faut-il changer le modèle économique des Outre-mer ? Assurément, ce modèle est très imparfait, à constater la faiblesse du PIB marchand ou le niveau élevé de chômage. Mais attention à l'expression, à la méthode, aux objectifs.

« Il faut tout changer pour que rien ne change », telle est la formule connue de Guiseppe Tomasi di Lampedusa dans « le Guépard », reprise par Alain Delon dans le film de Visconti. « Changer de modèle » ne peut pas non plus vouloir dire le retour d'idées post-marxistes des années 60 sur un développement strictement endogène.

Alors ? Oui, la FEDOM considère qu'il y a beaucoup de choses à faire avancer, beaucoup de problèmes à résoudre, beaucoup d'opportunités à épanouir. Le ministre délégué évoque souvent, à raison, ces passages obligés pour créer de la valeur. Ma culture d'ingénieur m'amène à considérer la démarche que les Japonais appellent le Kaïzen, le progrès continu. Toutes ces difficultés de la vie régulière des entreprises ne font pas les sujets les plus flamboyants ; leurs solutions exigent de la clairvoyance, de la patience, de la persévérance, de l'endurance. Mais il faut le faire. Et des progrès sont possibles. Ces questions sont parfois modestes, parfois plus considérables, quand on évoque, par exemple, le renforcement des fonds propres des entreprises ultramarines, une priorité.

Le monde bouge, nos entreprises sont confrontées à des enjeux nouveaux, appelées vers des opportunités nouvelles. L'investissement de la FEDOM pour la transition écologique, la transformation numérique, la transformation des compétences prouve l'engagement actif de nos entreprises pour avancer dans le monde d'aujourd'hui, développer les richesses, créer des emplois. Avec le souci des résultats autant que du « modèle ».

La semaine prochaine, la FEDOM organise, avec ses adhérents, un séminaire « les entreprises au cœur de la transition énergétique » en Polynésie Française, ouvrant un cycle qui sera déroulé dans les différents bassins. Notre mobilisation est réelle. Quand les entreprises ultramarines réfléchissent à leur stratégie, elles doivent prendre en compte ces enjeux. Quand ces enjeux sont évoqués à Paris, à Bruxelles…, l'Outre-mer doit compter. C'est ce que nous appelons « le réflexe Outre-mer ».

Hervé Mariton
Président de la FEDOM

DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

Jean-François Carenco « souhaite que toutes les PPE soient finalisées à l'été »

À l'occasion de la table ronde dédiée aux zones non-interconnectées dans le cadre de la Grande concertation nationale sur les énergies, le ministre délégué chargé des Outre-mer a appelé à accélérer l'adoption des plans pluriannuels de l'énergie (PPE). Il a regretté que les DROM soient « bien en dessous » des objectifs d'énergies renouvelables dans les mix énergétiques et d'autonomie énergétique.

En savoir plus

Ou encore : Guyane : [ÉNERGIE] Visioconférence avec le Ministre Jean-François Carenco sur le mix énergétique des Zones Non Interconnectées (ZNI) - le lundi 6 février 2023 - (regions-france.org)

Commentaire FEDOM

A l'occasion de cette réunion, la présidente du conseil régional de la Réunion, Huguette Bello, a évoqué notamment le sujet de l'articulation à trouver entre le futur projet de loi de programmation quinquennale sur l'énergie et le climat et les PPE des collectivités ultramarines. Nous souscrivons pleinement à cette préoccupation ; les futurs débats sur ce texte devraient aussi permettre de réfléchir à des modalités d'élaboration et de révision plus efficaces des PPE.

Plan Sargasses : le comité de pilotage s'est réuni une seconde fois lundi 6 février

Six mois après le Copil d'août 2022, cette deuxième réunion a permis de constater les avancées réalisées, dont la mise en place d'un groupement d'intérêt public. Elle a aussi été l'occasion de fixer les prochaines étapes du plan Sargasses : expérimentation de la collecte en mer ; création de zones pilotes de stockage ; déploiement de nouveaux capteurs. Les ministres Darmanin et Carenco ont enfin proposé d'aborder le sujet lors de la Conférence de coopération régionale Antilles-Guyane, les 8 et 9 mars prochains.

En savoir plus

Jean-Christophe Combe, ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, en déplacement en Martinique

Le ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées était en Martinique du 8 au 10 février pour travailler sur le grand âge, les métiers du médico-social, la lutte contre la pauvreté, la famille et la petite enfance. Jean-Christophe Combe a également profité de ce déplacement pour organiser un Conseil national de la refondation sur le thème du bien vieillir.

En savoir plus

Pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables, la CRE publie de nouveaux cahiers des charges

Saisie par le Gouvernement, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a modifié 17 cahiers des charges des appels d'offres « CRE 4 » et « PPE 2 ». Une mesure exceptionnelle pour faire face à la crise énergétique et « *permettre la mise en œuvre rapide 6 GW de projets de production renouvelable lauréats de ces appels d'offres* ». L'objectif est de permettre aux producteurs d'amortir une partie de la hausse des coûts et des taux, de prolonger si nécessaire les délais d'achèvement des installations et de modifier la puissance initialement prévue. Certains de ces appels d'offres concernent spécifiquement les Zones Non Interconnectées.

En savoir plus

Voir aussi : Accélération des projets d'énergies solaires en Outre-mer (DROM) et en Corse | Outremers360

DU CÔTÉ DU PARLEMENT

Le Sénat publie un rapport d'information sur la stratégie française pour l'Indopacifique

Dans un rapport sur la stratégie française pour l'Indopacifique, la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat adresse une série de recommandations afin de transformer des ambitions en réalité. Les sénateurs appellent à une stratégie « *plus agile, pilotée au bon niveau politique, dotée de moyens à la hauteur de ses ambitions et cogérée avec nos DROM-COM* ». Ils estiment que d'ici 2040, la zone représentera 75 % de la population mondiale, 50 % du PIB mondial et 75 % des réserves de matières premières critiques.

En savoir plus

Assemblée nationale – Séance de Questions au Gouvernement – Abolition de l'esclavage et prix des carburants aux Antilles

La séance des questions au Gouvernement du mardi 7 février 2023, a été l'occasion pour les députés réunionnais Perceval Gaillard (LFI) et Karine Lebon (GDR) de regretter les propos tenus par le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer la semaine dernière sur l'esclavage : « *C'est la République française qui a aboli l'esclavage. Donc, on leur demande d'aimer la République, pas toute l'histoire de France évidemment.* ». Les parlementaires insistant sur le fait que l'abolition de l'esclavage est surtout due à la lutte des esclaves eux-mêmes. Dans ses réponses le ministre Darmanin maintient que « *par deux fois, la République a aboli l'esclavage [et que] cela ne retire évidemment rien au combat de ceux, esclaves ou non, qui ont lutté contre ce crime contre l'humanité* ».

Après être lui aussi revenu sur les propos du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, le député Max Mathiasin (LIOT, Guadeloupe) l'a interpellé sur le prix des carburants. Il souhaitait savoir s'il est vrai que le Gouvernement entend augmenter le prix du kérosène aux Antilles en échange du maintien du prix de l'essence à la pompe. Le ministre Darmanin a confirmé que le ministre délégué Jean-François Carenco travaille à faire baisser les prix et qu'il réunira prochainement les élus ultramarins concernés. Le député Max Mathiasin a ensuite rappelé à la Première ministre la demande de rendez-vous que 19 députés ultramarins ont sollicité le mois dernier.

En savoir plus
Ou encore : À l'Assemblée, Gérald Darmanin persiste et refuse de s'excuser : "C'est la République qui a aboli l'esclavage" - Outre-mer la 1ère (francetvinfo.fr)

L'Assemblée nationale vote la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les causes de la vie chère dans les départements et régions d'Outre-mer

Déposée par le député Johnny Hajjar (SOC, Martinique), la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le coût de la vie dans les départements et régions d'Outre-mer a été votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale. Cette commission disposera de pouvoirs étendus d'audition et d'investigation, et s'inscrit dans la suite de la loi de régulation économique Outre-mer dite loi Lurel (2013). Elle s'intéressera notamment au fonctionnement des marchés et aux mécanismes de formation des prix.

En savoir plus

DU CÔTÉ DE L'UNION EUROPÉENNE

La Commission européenne investit pour le développement de Saint-Pierre et Miquelon

Lundi 6 février, le président de la Collectivité territoriale de Saint-Pierre et Miquelon, Bernard Briand, était à Bruxelles pour signer une convention de financement entre son territoire et la Commission européenne à hauteur de 27 millions d'euros. Cette aide relève du partenariat renforcé entre l'UE et les pays et territoires d'Outre-mer (PTOM). L'enveloppe est fléchée sur des projets liés à l'environnement, l'agriculture, la jeunesse et la transition énergétique.

En savoir plus

À Bruxelles, Serge Letchimy espère mobiliser 2 milliards d'euros de fonds européens

En déplacement à Bruxelles, le président du conseil exécutif de la Collectivité territoriale de Martinique a rencontré la commissaire européenne en charge de la Cohésion et des Réformes, Elisa Ferreira. L'occasion pour Serge Letchimy de présenter les grands projets structurants de la collectivité sur les six prochaines années afin d'obtenir les financements nécessaires au développement du territoire.

En savoir plus

La question de la création d'emplois et de valeur ajoutée dans les RUP abordée par la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen

La commission de l'emploi et des affaires sociales (EMPL) du Parlement européen a adopté à l'unanimité un avis rapporté par le député européen Max Orville (Renew, France, Martinique) sur les questions de création d'emploi. Le texte invite la Commission à évaluer « *si les autres RUP pourraient bénéficier de zones économiques spéciales, ainsi que l'impact économique, social, environnemental et fiscal qui en découle, et de faciliter leur création le cas échéant* ».

En savoir plus

Ou encore : Face au chômage et aux difficultés sociales, des solutions pour l'emploi dans les Outre-mer. - ANTILLA MARTINIQUE | (antilla-martinique.com)

VIE DES TERRITOIRES

Guadeloupe – Visite de l'Agence Bio pour évaluer le potentiel du territoire

Laurence Foret-Hohn, directrice de l'Agence Bio, était en déplacement en Guadeloupe pour mesurer les avancées sur le développement du bio, évaluer les potentiels de développement et réfléchir à la création d'un observatoire du Bio territorial.

En savoir plus

Guyane – La baisse d'activité du Centre spatial menace des emplois

La cadence des lancements du Centre spatial guyanais (CSG) devrait largement diminuer en 2023 et en 2024. Une baisse d'activité liée à la fin d'Ariane 5, au retard d'Ariane 6, à l'arrêt du lanceur russe Soyouz, mais aussi à la suspension du programme Vega-C en décembre après l'échec de son premier vol commercial. 40 entreprises sous-traitantes et entre 200 et 300 emplois pourraient être impactés.

En savoir plus

Guyane – Les travaux de la centrale thermique du Larivot peuvent reprendre

Annulée dans un premier temps par le tribunal administratif de Cayenne, la cour administrative d'appel de Bordeaux valide l'autorisation environnemental accordée par l'État au projet de centrale thermique au Larivot, qui fonctionnera aux biocarburants liquides.

En savoir plus

Mayotte – Les aides disponibles pour l'emploi « sont sous-utilisées » selon pôle emploi

Les entreprises mahoraises ont parfois du mal à bénéficier pleinement des aides financières pour

embaucher, comme l'emploi franc ou encore le contrat initiative emploi (CIE). « Ces *dispositifs ne sont pas assez mobilisés, les entreprises doivent les utiliser dans leur stratégie de recrutement. Il faut mieux les maitriser, mieux les connaitre* », précise Carla Baltus, présidente du MEDEF Mayotte, qui a donc accueilli une formation de Pôle emploi sur le sujet.

En savoir plus

Mayotte – La Délégation de Mayotte à Paris inaugure ses nouveaux locaux

La Maison de Mayotte a ouvert ses les portes de ses nouveaux locaux le 9 février, afin de promouvoir le département, attirer les talents et donner envie d'y revenir. « *Les mahorais disposent d'un espace d'expression, ce lieu va permettre aussi de travailler sur tous les sujets qui concernent Mayotte. Il s'agit de renforcer l'attractivité, la visibilité de Mayotte. Il y a encore beaucoup d'Européens qui ne connaissent pas Mayotte* », a insisté le président du Conseil départemental, Ben Issa Ousséni.

En savoir plus

La Réunion – Déplacement du président de la Mutualité française

Après Mayotte, le président de la Mutualité française, Éric Chenut, était en visite à La Réunion la semaine dernière. Un déplacement qui lui a permis de se rendre compte des difficultés et des attentes du secteur médico-social, sur les enjeux de transition démographique ou de complémentaire santé par exemple.

En savoir plus

La Réunion – « 100 % La Réunion », une marque 100 % péi

La marque « 100 % La Réunion » est officiellement lancée avec plus d'une quarantaine d'artisans et producteurs adhérant à la charte. L'objectif est de valoriser la production locale en permettant aux consommateurs d'identifier des produits d'origine animale, végétale ou des produits transformés dont les compositions sont issues en totalité de La Réunion.

En savoir plus

La Réunion – Un premier bilan positif pour le BQP+ selon la préfecture

Trois mois après la signature de l'accord sur le Bouclier Qualité Prix +, la préfecture de La Réunion observe des progrès et envisage un élargissement. Fixé en novembre à 348 €, le panier du BQP+ se maintient selon les enseignes entre 325,95 et 348 €, avec un prix moyen à 341 €, malgré un taux moyen de rupture des produits autour de 20 %.

En savoir plus

Polynésie française – Variety Cruises, un nouveau croisiériste au Fenua

La compagnie maritime grecque Variety Cruises s'installe en Polynésie pour proposer des croisières sur un navire de « petite taille » à bord du Pan Orama II. Ce deux mats de 50 mètres peut accueillir un maximum de 49 passagers.

En savoir plus

Saint-Martin – Les deux offices de tourisme de l'île s'allient pour promouvoir la destination

Les équipes marketing de l'office de tourisme de Saint-Martin (partie française) et du St. Maarten Tourist Bureau (partie néerlandaise) travaillent régulièrement ensemble sur l'enjeu commun de la promotion et la cible de nouveaux marchés. La réunion de janvier a notamment permis un échange sur le calendrier annuel des actions marketing sur les marchés nord-américain, latino-américain, régional, européen, les marchés

de niches ainsi que le marché local.

En savoir plus

Nouvelle-Calédonie – Fort de son succès, la province Sud pérennise son programme de professionnalisation des acteurs du tourisme

Le programme de professionnalisation des acteurs du tourisme (PPAT) est un outil mis au service des professionnels du tourisme qui vise à développer leurs activités, monter en compétences et à suivre l'évolution du secteur. Depuis 2018, il a bénéficié à plus de 350 entreprises. Fort de son succès, le programme est pérennisé et s'enrichit de nouvelles formations et de nouveaux évènements.

En savoir plus

RAPPORTS, ETUDES, AVIS, JURISPRUDENCES

Un bilan mitigé pour l'insertion par l'activité économique

Trois ans après le lancement de ce plan qui devait permettre d'atteindre 240.000 emplois en 2022 à destination des personnes rencontrant des difficultés d'accès au marché du travail, 146.420 contrats étaient dénombrés en octobre 2021. Pour améliorer l'efficience des structures d'insertion, le rapport de l'IGAS appelle aussi à une rénovation des aides au poste qui tiendrait compte d'un nouvel indicateur de l'éloignement de l'emploi ainsi que de la réalité des coûts de l'insertion qui peuvent varier selon le territoire.

En savoir plus

IFREMER – Un premier bilan contrasté de l'état des pêches dans les DROM

Le premier bilan annuel dressé par l'Ifremer sur l'état des populations pêchées à Mayotte, La Réunion, la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe, relève des réalités très contrastées. Ainsi si 1% des populations de Guadeloupe sont en état de surpêche, elles sont 40% à La Réunion. Ce diagnostic s'appuie principalement sur les volumes débarqués par les navires de pêche français en 2021. Le manque de connaissances sur une grande partie des populations de poissons reste toutefois le biais majeur de l'étude.

En savoir plus

IEDOM – L'endettement comme levier de la croissance martiniquaise

Le taux d'endettement entre 2015 et 2021, a respectivement progressé de 19 points et de 15 points pour les entreprises et les ménages martiniquais. Les conditions historiquement favorables sur cette période ont érigé le crédit en levier prépondérant de la croissance locale. Les prêts garantis par l'État (PGE), se sont quant à eux pour partie retrouvés dans le renforcement des actifs bancaires des entreprises, limitant de ce fait la hausse de l'endettement net.

En savoir plus

Fondation Abbé Pierre – 600 000 personnes mal logées en Outre-mer

Sur une population de 2,2 millions d'habitants, la Fondation Abbé Pierre estime que près de 600 000 personnes sont mal logées en Outre-mer. L'étude a été remise au cabinet du ministre chargé des Outre-mer avec plusieurs axes de travail. « *Si certaines [propositions] nécessitent un travail concerté pouvant aller jusqu'à des évolutions législatives, d'autres peuvent donner lieu à une mise en œuvre rapide* », indique la fondation.

En savoir plus

VIE DES ADHERENTS

La CCI Guadeloupe partenaire du Salon de l'orientation, de la formation et des métiers

Après 2 années en distanciel, le Salon de l'orientation, de la formation et des métiers (SOFEM) a de nouveau accueilli les lycéens et étudiants en présentiel. Présentée par la région Guadeloupe, cette 20ème édition est organisée en partenariat avec Guadeloupe Formation, l'Académie de Guadeloupe et la CCI des Îles des Guadeloupe.

En savoir plus

Le groupe Suez fait le point sur ses projets à Mayotte

Dans une interview à *Mayotte Hebdo*, Hervé Madiec, directeur général océan Indien Suez recyclage et valorisation, revient sur l'activité du groupe à Mayotte et sur les enjeux de la filière. L'entreprise compte notamment développer la biomasse, améliorer le tri et la valorisation des déchets, tout en s'intéressant à la construction de futures usines de dessalement

En savoir plus

La CEM de Saint-Barthélemy propose une formule « société sur mesure »

Avec son nouveau service « ma société sur mesure », la chambre économique multi professionnelle (CEM) de Saint-Barthélemy propose aux entreprises une aide pour la rédaction d'actes juridiques, mais aussi sur le choix de la forme juridique de la société ainsi que des renseignements sur les options fiscales et sociales.

En savoir plus

L'UDE MEDEF de Guadeloupe souhaite que les entreprises participent pleinement à la construction de la Guadeloupe de demain

Selon Bruno Blandin, président de l'UDE MEDEF de Guadeloupe, « *les chefs d'entreprises doivent être des bâtisseurs du futur* ». Emploi ; formation des jeunes ; remise en état du réseau d'eau potable et d'assainissement ; poursuite du développement des télécommunications ; accessibilité et remise en état de l'habitat ; amélioration des infrastructures et des transports… les défis à relever sont nombreux en 2023.

En savoir plus

La CCI IG entend faire de la Guadeloupe un territoire d'entrepreneurs forts et engagés

Interrogé par EWAG, le président de la CCI des îles de Guadeloupe, Patrick Vial-Collet, dresse un bilan mitigé de l'économie locale sur 2022, mais demeure confiant. L'approvisionnement en eau potable et les sargasses, de même que le manque de visibilité à moyen et long terme restent des points noirs. « *Cependant, les fondamentaux de l'économie locale sont robustes et pourraient limiter les risques* », conclut-il.

En savoir plus

Les rhums polynésiens au salon international de l'agriculture à Paris

Pour le salon international de l'agriculture de Paris, du 25 février au 5 mars, le Syndicat de Défense de l'Indication Géographique Rhum Agricole Polynésie française entend mettre en valeur la qualité du savoir-faire de ses distilleries. 4 distilleries et 14 produits seront présentés dans la catégorie « *rhums et punchs* ». La Chambre de l'Agriculture et de la Pêche Lagonaire espère ainsi faire découvrir « *Tahiti et ses richesses* ».

En savoir plus

Air France « n'a pas l'intention de se désengager de la desserte de la Polynésie »

Interrogé par le député polynésien Tematai Le Gayic (GDR) sur la desserte aérienne de la Polynésie Française, le ministre des Transports Clément Beaune a affirmé qu'Air France « n'a pas l'intention de se désengager ». La compagnie a d'ailleurs embauché 23 PNC locaux pour sa base de Papeete. Inquiet de l'impact que pourrait avoir l'arrivée en Polynésie de la compagnie américaine Delta, proche partenaire d'Air France, le parlementaire avait effectivement adressé une question écrite au ministre.

En savoir plus

2022 : une année « extrêmement difficile » pour Action Logement

Inflation, augmentation du taux du Livret A, et pénurie de matériaux n'ont pas épargné le groupe qui produit un tiers des nouveaux logement sociaux. « *L'année 2022 a été pour Action Logement une année extrêmement difficile mais une année pleine de résultats* », souligne Bruno Arcadipane, son président. Action Logement se fixe comme objectif de délivrer 326 000 garanties locatives Visale en 2023, et 120 000 aides à la mobilité professionnelle.

En savoir plus

VIE DES PARTENAIRES

La Banque des Territoires participe au financement de la résidence « Man Norma » en Martinique

La Société Immobilière de la Martinique (SIMAR) a inauguré la résidence « Man Norma » située au centre bourg du François en Martinique. 26 logements locatifs destinés aux séniors, pour lesquels la Banque des territoires s'est mobilisée en finançant la totalité de la dette bancaire pour un montant de 1,4 M€.

En savoir plus

VIE DE LA FEDOM

Le président de la FEDOM auditionné au CESE

Hervé Mariton était auditionné le 17 janvier dernier par la délégation aux Outre-mer du Conseil économique social et environnemental sur « l'évolution des modèles économiques des Outre-mer ».

En savoir plus

La FEDOM sur les réseaux sociaux

Fédération des Entreprises d'Outre-mer (FEDOM)
2 778 abonnés
16 h • Modifié •

La FEDOM lance son cycle de séminaires sur la transition énergétique !

Le premier séminaire « Les entreprises au cœur de la transition énergétique » se déroulera en Polynésie française. L'occasion pour les entreprises de travailler avec l'Etat et le Pays à la décarbonation du mix énergétique, d'identifier les différents points de blocages et d'œuvrer de concert à l'élaboration de réponses collectives.

Rendez-vous mardi 21 février, à partir de 8h30, dans l'auditorium de la CCISM de Polynésie française.

Inscription via le formulaire en ligne : https://bit.ly/3IcAqnV

MEDEF Polynésie française - Mouvement des Entreprises de France Polynésie française CCISM de Polynésie française Cluster maritime de Polynésie française ADEME AFD - Agence Française de Développement VINCI Energies TotalEnergies Frédéric Dock Stéphane CHIN LOY KEVIN CARIOU Yannick Lecornu Laurie Gorria Benoit Layrle Hervé Mariton Laurent Renouf Françoise DE PALMAS DELMONT Arnaud BUSSEUIL Samy Chemellali Melinda JERCO

#énergie #polynésiefrancaise #énergierenouvelables #mixénergétique #décarbonation #entreprise #outremer #FEDOM

LinkedIn : Fédération des Entreprises d'Outre-mer (FEDOM)

Twitter @LA_FEDOM

JOURNAL OFFICIEL

JORF du 08.02.2023

Arrêté du 23 janvier 2023 accordant un permis exclusif de recherches de mines d'or et substances connexes dit « Espérance Nord » à la société Takari Mining (Guyane)
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047100347

JORF du 09.02.2023

LOI n° 2023-76 du 8 février 2023 autorisant l'approbation de l'accord pour la mise en place d'un mécanisme d'échange et de partage de l'information maritime dans l'océan Indien occidental et de l'accord régional sur la coordination des opérations en mer dans l'océan Indien occidental
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047106049

Ordonnance n° 2023-77 du 8 février 2023 relative à l'exercice en société des professions libérales réglementées
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047106119

JORF du 10.02.2023

Arrêté du 10 février 2023 fixant les modalités de fonctionnement du fonds chargé d'accorder des garanties aux établissements de crédit, sociétés de financement et entreprises d'assurance au titre des garanties exigées dans le cadre d'un contrat de fourniture de gaz ou d'électricité, en application de l'article 148 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047120363